

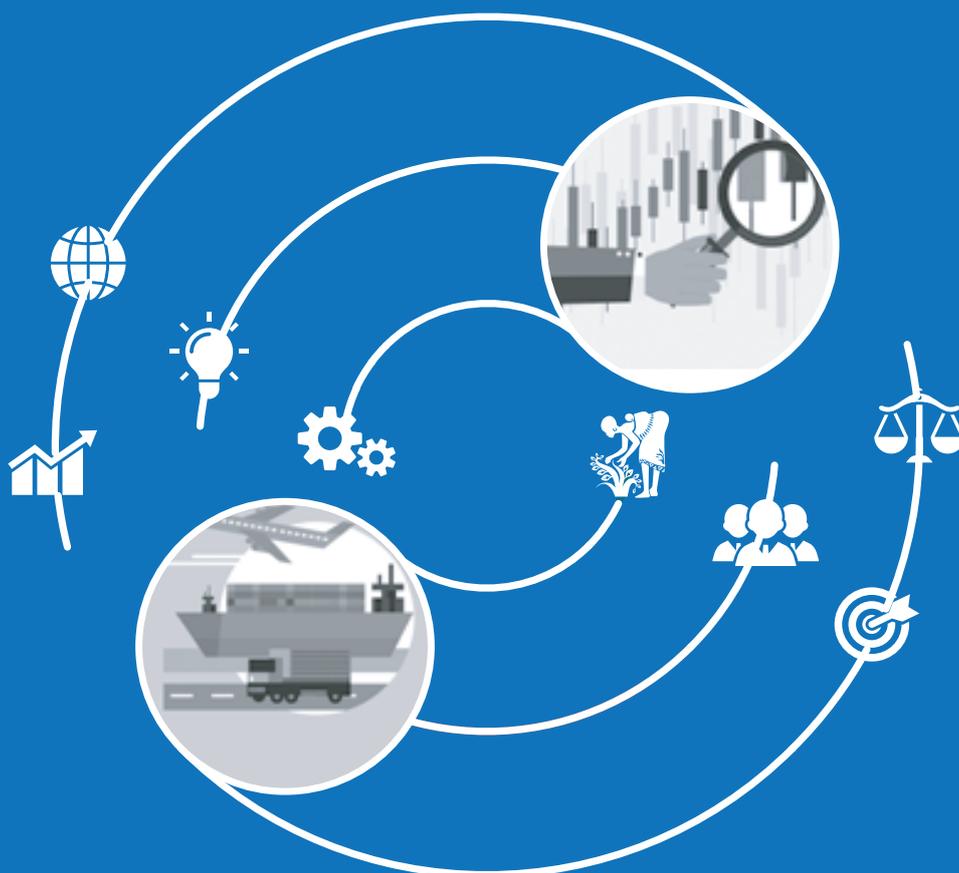


Un Guide pour l'Intégration du Genre dans les Stratégies Nationales de la ZLECAf (Zone de libre-échange du continent africain)

[Appel à candidatures](#)

Announce en bref

Type : Cours à court durée
Thème : Politique foncière
Début du cours : 18 Septembre 2020
Durée : 4 semaines
Langue : Anglais - Français
Localisation : Apprentissage en ligne sur le Web
Frais d'inscription : Couvert par CEA/UE/RITD/ATPC
Date limite des inscriptions : 7 Septembre 2020
Public cible spécifique : Non
Site web : <http://services.unidep.org/e-idep/>
Applications : <https://www.unidep.org/?apply>



Le 30 mai 2019, l'accord établissant la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est entré en vigueur, établissant un marché unique de 1,27 milliard de consommateurs avec un PIB global compris entre 2,1 et 3,4 billions de dollars américains. La ZLECAf a le potentiel de créer des emplois directs et indirects, en particulier pour les femmes et les jeunes Africains, tout en faisant progresser la sécurité alimentaire, l'agriculture et les objectifs de développement des infrastructures. Bien que l'accord ZLECAf ne comporte pas de chapitre distinct sur le genre et le commerce, il reconnaît explicitement l'importance de l'égalité des sexes. L'article 3(e) précise que la ZLECAf vise à "promouvoir et à réaliser un développement socio-économique durable et inclusif, l'égalité des sexes et la transformation structurelle". De même, l'article 27(d) du Protocole sur le commerce des services de la ZLECAf fait explicitement référence à l'amélioration de la capacité d'exportation des fournisseurs de services formels et informels, en accordant une attention particulière aux micros, petits et moyens opérateurs et aux "femmes et jeunes fournisseurs de services". Malgré ces dispositions explicites et de nombreuses autres dispositions implicites de l'accord ZLECAf qui pourraient favoriser l'autonomisation économique des femmes, les avantages pour les femmes ne sont pas automatiques. En effet, la libéralisation du commerce intra-africain pourrait exacerber les écarts existants entre les hommes et les femmes si les mesures nécessaires ne sont pas prises pour prévenir - ou atténuer - les effets négatifs potentiels découlant de la libéralisation du marché de la ZLECAf.

Les échanges commerciaux dans le cadre de l'accord ZLECAf devaient commencer le 1er juillet 2020, mais ont été reportés en raison de la pandémie COVID-19. L'attention se tournant vers 2021, date du début des échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECAf, le test décisif sera la vitesse à laquelle les États membres de l'Union africaine (UA) pourront mettre en œuvre l'accord. Bien que négocié au niveau continental, la plupart des gains commerciaux de la ZLECAf se feront au niveau national. Les États membres ne peuvent toutefois pas supposer que les nouvelles opportunités commerciales seront équitablement réparties, ni qu'elles se traduiront automatiquement par des niveaux d'emploi plus élevés. Pour faire progresser la promotion de l'égalité des sexes comme l'un des objectifs généraux de l'accord ZLECAf, il faut un effort délibéré pour intégrer une approche sensible à la dimension de genre dans la mise en œuvre de l'accord. En pratique, cela exigerait des États parties à l'accord ZLECAf qu'ils développent et intègrent la dimension de genre dans les stratégies nationales de mise en œuvre de l'accord.

Étant donné que COVID-19 se répand rapidement sur le continent, les preuves mettant en évidence l'impact économique et social disproportionné de la pandémie sur les femmes sont évidentes. La grande majorité des emplois féminins se trouvent dans le secteur informel, qui a été le plus durement touché par les retombées économiques de COVID-19. La fermeture des frontières a coupé les moyens de subsistance de communautés entières qui dépendent du commerce effectué par des petits commerçants transfrontaliers informels, qui sont en majorité des femmes. Les femmes sont également représentées de manière disproportionnée dans les secteurs qui sont les plus touchés par COVID-19, notamment le cuir, le textile et l'habillement. De même, la pandémie a mis en péril d'autres secteurs dont les femmes dépendent pour leur subsistance, notamment les petites exploitations agricoles, l'horticulture, les voyages, le tourisme et l'hôtellerie. L'augmentation exponentielle de la violence sexiste de tous types est particulièrement préoccupante.

Malgré ces défis, il existe une opportunité unique dans une Afrique post-pandémique de placer les femmes au centre de la construction d'économies plus inclusives qui servent l'Agenda 2063 de l'UA et l'agenda mondial plus large de 2030 qui "ne laisse personne derrière". L'extension de la participation économique égale aux femmes dans la ZLECAf exige des décideurs politiques qu'ils analysent à la fois les opportunités et les obstacles potentiels à des gains inclusifs. Dans un effort pour améliorer les connaissances des décideurs politiques et des autres parties prenantes clés sur la façon de faire progresser l'égalité des sexes dans la mise en œuvre de la ZLECAf, le Centre africain de politique commerciale (ATPC) et l'Institut de développement économique et de planification (IDEP) organisent un cours en ligne de quatre semaines intitulé "Guide pour l'intégration du genre dans les stratégies nationales de la ZLECAf".

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

L'objectif de ce cours est d'aider les décideurs politiques et les praticiens à concevoir des politiques ciblées et des mesures complémentaires tenant compte de la dimension de genre afin que les femmes puissent tirer parti des nouvelles opportunités et des avantages de la ZLECAf. À cette fin, le cours vise à fournir des conseils et une approche pratique pour intégrer une dimension de genre dans la ZLECAf, en particulier par le biais du processus d'intégration du genre dans les stratégies nationales de la ZLECAf. À la fin du cours, les participants seront en mesure de :

- Comprendre comment les dispositions clés de l'accord ZLECAf peuvent être utilisées pour faire progresser l'égalité des sexes et les possibilités d'autonomisation économique des femmes, en fonction des rôles économiques clés qu'elles jouent.
- Concevoir une stratégie d'intégration du genre dans les stratégies nationales de ZLECAf et/ou d'autres instruments de mise en œuvre de l'accord ZLECAf ; et comprendre comment entreprendre une analyse de genre en tant qu'outil essentiel de l'intégration du genre.
- Comprendre les implications de l'accord ZLECAf pour les entreprises appartenant à des femmes, les petits commerçants transfrontaliers et informels ; analyser les obstacles au commerce électronique et les possibilités de soutenir la mise en œuvre efficace de l'accord ZLECAf.
- Identifier les opportunités et les obstacles spécifiques au genre auxquels sont confrontées les femmes dans les secteurs économiques stratégiques, notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services.
- Adapter et appliquer le matériel d'apprentissage aux contextes nationaux lors de l'évaluation de l'impact potentiel de la ZLECAf sur les femmes et les hommes.
- Élaborer des réponses politiques fondées sur des données probantes dans le cadre de la ZLECAf, qui permettent de mieux reconstruire les efforts de redressement économique à long terme après la conférence COVID-19, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes, la durabilité et les droits de l'homme.

CONTENU ET STRUCTURE

Le cours se compose de quatre modules. Chaque module est organisé autour de thèmes clés qui sont directement pertinents pour l'objectif d'intégration du genre dans les stratégies nationales de ZLECAf :

Module 1 : ZLECAf, genre et développement

Module 2 Intégration de la dimension du genre dans la ZLECAf par l'intégration de la dimension de genre dans les stratégies nationales de la ZLECAf

Module 3 : Implications de la ZLECAf pour les entreprises dirigées par des femmes, les petits commerçants transfrontaliers et informels, y compris l'exploitation du commerce électronique pour soutenir la mise en œuvre efficace de la ZLECAf

Module 4 : Secteurs stratégiques pour l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes dans la ZLECAf

MÉTHODOLOGIE

Ce cours à rythme libre sera dispensé du 18 septembre au 16 octobre 2020. Les participants sont en mesure d'évaluer eux-mêmes leur compréhension du matériel d'apprentissage grâce à des quiz et des exercices intégrés. Des ressources supplémentaires, y compris des lectures suggérées, sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur un thème du cours. Le cours sera dispensé en anglais et en français. Les directeurs de cours fourniront une assistance quotidienne en ligne aux participants aux heures prévues. Une connexion Internet est nécessaire pour interagir avec les directeurs de cours.

Le cours se déroulera sur une période de quatre semaines. La cinquième semaine sera consacrée à l'évaluation d'un examen final qui portera sur les connaissances et les compétences des participants en matière d'intégration du genre dans la stratégie nationale de leur pays pour la mise en œuvre de l'accord ZLECAf.

Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Internet et des lectures facultatives sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur le sujet du cours.

PUBLIC CIBLE

Le principal public cible est constitué par les fonctionnaires et les responsables politiques nationaux et locaux qui participent à la conception et à la mise en œuvre des politiques. Cependant, les représentants du secteur privé et de la société civile, qui cherchent à faire progresser les objectifs d'égalité des sexes et d'autonomisation économique des femmes dans la mise en œuvre de la ZLECAf, bénéficieront également de ce cours.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Admission au Cours

Les candidats à ce cours doivent avoir au minimum une licence, de préférence avec une formation en commerce, développement économique et relations internationales et des cours liés aux statistiques, à la planification, à la gestion et au suivi de l'évaluation des projets. En outre, deux années d'expérience professionnelle seront exigées. Les femmes sont vivement encouragées à poser leur candidature.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants sont acceptés au cours sur une base continue et sous réserve de la disponibilité des créneaux horaires.

Les demandes doivent être exclusivement remplies sur la plate-forme de demande en ligne de l'IDEP à l'adresse <https://www.unidep.org/?apply>

Certificat

Un certificat de fin de stage sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui auront réussi les auto-évaluations liées au stage présentées pour chaque module.

Les prérequis techniques

L'accès à l'internet est une condition essentielle de la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciel, sont requises pour suivre ce cours d'apprentissage en ligne. Veuillez consulter votre administrateur de réseau ou votre responsable des systèmes pour vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Plate-forme : Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur ; Mac OS 9 ou Mac OS X ; Linux
- Matériel : 64 Mo de RAM, 1 Go d'espace disque disponible
- Logiciels :
 - o Adobe Acrobat Reader
 - o Adobe Flash Player
 - o Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
 - o Navigateur : Google chrome, Firefox 36 ou supérieur ou Internet Explorer 7 ou plus
- Modem : 56 K
- Notez que JavaScript, les cookies et les pop-ups doivent être activés

CONTACT

Division de l'apprentissage en ligne et de la gestion des connaissances de l'IDEP

Tél : +221 33 829 55 00

Fax : +221 33 822 29 64

Courriel : elarning@unidep.org